

Les électeurs attendent
impatiemment les
résultats
Page B 3



1962: la mort de Marilyn
Monroe
Page B 6

C A H I E R
B

PERSPECTIVES

Le Canada, Israël et les terroristes

L'attitude d'Ottawa dans le conflit au Proche-Orient est conforme à la position suivie ces dernières années

Depuis que Stephen Harper a qualifié de «mesurée» la riposte d'Israël au Liban et que son gouvernement défend sans condition les actions de l'État hébreu, plusieurs voix tentent en garde le Canada contre le risque de perte d'influence au Proche-Orient. Mais quelle influence la puissance intermédiaire qu'est le Canada exerce-t-elle réellement?

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Avril 2000. Jean Chrétien entreprend un voyage de 12 jours au Moyen-Orient que presque tous les observateurs qualifieront de désastreux. Il trébuche sur la déclaration unilatérale d'indépendance de la Palestine et la propriété de la mer de Galilée et froisse les arabes en ne se rendant pas à Jérusalem-Est. Sa réponse restera longtemps le symbole de ce voyage raté: «Je ne sais pas actuellement si je suis dans l'ouest, le sud, le nord ou l'est de Jérusalem.» Certains se gaussent en y voyant la preuve que le Canada peut dire ou faire tout ce qu'il veut à propos de cette région, personne n'écoute... C'est exactement le contraire qu'on entend aujourd'hui.

Les cercles diplomatiques, très sensibles à tout changement subtil de rhétorique, ont réagi vivement aux propos de Stephen Harper et de son ministre des Affaires étrangères. Comme le révélait *Le Devoir* jeudi, les ambassadeurs des 16 pays arabes représentés à Ottawa ont rencontré Peter MacKay pour lui faire part de leurs préoccupations.

«On a cette image d'un pays qui appuie le juste milieu», exprime un diplomate palestinien

«Tout le monde a dit que la position canadienne devait être plus équilibrée pour que le Canada puisse être entendu dans la région et que les initiatives canadiennes, que ce soit sur le plan politique ou humanitaire, puissent être crédibles», explique Amin Abou-Hassira, le délégué général de

l'Autorité palestinienne à Ottawa, qui a participé à la rencontre d'une durée d'une heure.

M. Abou-Hassira estime que le Canada représente, au Moyen-Orient, un modèle positif. «Il a un rôle de pacificateur. On a cette image d'un pays qui appuie le juste milieu, un pays qui appuie les efforts de démocratisation des sociétés moyen-orientales.» Les trois partis d'opposition fédéraux ont enfoncé le même clou depuis le début des hostilités au Liban, reprochant au gouvernement conservateur d'entacher l'image canadienne. Mais le rôle canadien se résumait-il à cela, une image?

Des retombées réelles

Dans la foulée des accords de paix d'Oslo entre Israël et la Palestine, une série de tables de discussion avaient été établies et le Canada s'était vu confier la présidence de celle consacrée aux réfugiés palestiniens: Marie-Joëlle Zahar, professeure de sciences politiques à l'Université de Montréal, y voit les retombées payantes de la position mesurée du Canada. «C'était particulièrement ardu parce que la question des réfugiés est la plus âprement disputée, rappelle-t-elle. Le Canada jouissait d'un capital de confiance tant du côté d'Israël, à cause de sa défense du droit à la survie et à la sécurité [de ce pays], que du côté palestinien parce que le Canada a toujours exprimé son soutien pour les résolutions de l'ONU [en faveur d'un État palestinien].»

La position canadienne dans le conflit israélo-palestinien n'a pas officiellement été modifiée sous Stephen Harper. Le Canada se dit toujours en faveur du droit de l'État d'Israël à exister et à «assurer sa propre sécurité et [à] prendre des actions mesurées, conformément au droit international, y compris les droits humains et le droit international humanitaire, pour protéger ses citoyens contre les attentats menés par des groupes terroristes». De plus, si le pays soutient la création d'un État palestinien, il condamne la violence comme outil politique et considère le Hamas et le Hezbollah, notamment, comme des organisations terroristes.

La position du Canada a commencé à changer bien avant l'arrivée des conservateurs au pouvoir à Ottawa. Depuis 2003, le Canada a commencé à modifier ses votes à l'ONU sur toutes les résolutions touchant en particulier le conflit israélo-palestinien. Il a voté non à certaines résolutions condamnant Israël, alors qu'il s'abstenait auparavant. Et sur d'autres résolutions portant sur le processus de



Un éclat de couleur dans la grisaille des décombres de Bent Jbaïl, au sud du Liban. Pour Ottawa, l'analyse du conflit actuel est claire: Israël a le droit de se défendre contre un groupe terroriste qualifié de «cancer».

paix, il est passé du soutien à l'abstention.

En 2005, le site Internet du ministère expliquait la chose ainsi: «Le Canada est depuis longtemps préoccupé par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, qui devraient favoriser le dialogue et la confiance entre les parties. Il a donc révisé tous ses votes sur les résolutions concernant le Moyen-Orient et décidé de réserver son adhésion aux résolutions pondérées, pragmatiques et assorties de mécanismes de suivi par rapport à des repères précis.»

Pour la professeure Zahar, il est clair que ce sont les attentats de 2001 aux États-Unis qui ont le plus contribué à modeler le prisme à travers lequel sont désormais envisagés les conflits au Proche-Orient. «Il y a eu un raidissement des positions», croit-elle, aux

États-Unis, mais aussi dans le Canada de Jean Chrétien et Paul Martin. Le gouvernement conservateur ne fait que s'engager davantage dans cette voie. «Avant, c'était plus complexe», continue-t-elle. «Aujourd'hui, avec Stephen Harper et le Parti conservateur, c'est devenu une simple question de lutte contre le terrorisme. Tous les coups sont donc permis car c'est une question de survie.»

Le ministre MacKay a fait une démonstration brillante de cette nouvelle vision cette semaine, devant le comité parlementaire des Affaires étrangères, réuni exceptionnellement en plein été pour faire le point sur la situation au Liban. Le ministre a enfoncé le clou en affirmant le droit d'Israël de se défendre contre un groupe terroriste qu'il a qualifié de «cancer». Aucune

condamnation des excès israélien, si ce n'est la suggestion qu'une «prudence extrême» était de mise.

Mme Zahar concède volontiers que le Hezbollah terrorise les populations civiles et que cela est inacceptable. «Mais réduire le Hezbollah à sa dimension terroriste, c'est ne pas reconnaître d'où ces mouvements sont nés.» Jocelyn Coulon, spécialiste des questions militaires à l'Université de Montréal, estime que le Canada devrait quand même être capable de dénoncer les excès israéliens. «Quand il y a 1000 Libanais tués, il y a quelque chose qui ne va pas quelque part. Et ça, le gouvernement du Canada devrait être en mesure de le dire.» A titre d'exemple, il s'est écoulé plus d'une journée avant que M. MacKay se prononce sur le massacre qui a fait plus de 60 morts à Cana dimanche dernier, dont une trentaine d'enfants. Stephen Harper n'en a toujours pas parlé.

Jocelyn Coulon rappelle toutefois que le Canada n'a jamais été neutre et s'est toujours rangé derrière Israël. Les changements constatés aujourd'hui auraient pu être effectués par les libéraux s'ils étaient encore au pouvoir, croit-il. Rappelant que le Canada considère le Hezbollah comme un groupe terroriste, «j'aurais mal vu Paul Martin aller dire que ce sont des chics types! Alors quand les libéraux critiquent, ils critiquent quoi, au juste?»

M. Coulon croit toutefois qu'il ne faut pas couper les ponts avec le Hezbollah. «Rappelons-nous le processus de paix en Irlande du Nord. Mme Thatcher disait qu'elle ne négociait pas avec les terroristes, mais ce n'est pas vrai! Ils parlaient avec l'IRA et il y a eu un dé-blocage et un accord de paix.»

Quelqu'un dans les cercles juifs rappelle que ce n'était pas la première fois qu'Israël essayait des tirs de roquettes du Hezbollah, mais qu'il n'avait pas réagi auparavant. «Quand Israël ne réagit pas, c'est mesuré, quand il réagit, c'est disproportionné», se plaint-il. Il paraphrase alors une fable connue dans la région. «Un homme se fait voler une dinde par quelqu'un du village voisin. Son père lui conseille d'aller attaquer le village. Jugéant cette réponse trop catégorique, l'homme décide de ne rien faire. Le lendemain, il se fait voler un cheval, et le surlendemain le village voisin attaque le sien. C'est comme cela là-bas. Ne pas réagir est un aveu d'impuissance. On a tendance à appliquer la mentalité nord-américaine à un voisinage qui ne fonctionne pas comme cela.»

Beaucoup de mécontents

Les déclarations des conservateurs leur ont aliéné une partie de la population. Deux sondages parus cette semaine indiquent l'insatisfaction des électeurs. Selon celui de Strategic Council, effectué pour le compte de *Globe and Mail* et CTV, 61 % des Québécois n'aiment pas la position des conservateurs sur le Moyen-Orient. Quant au sondage Decima diffusé par la Presse canadienne, il montre que cette insatisfaction se traduit par des diminutions importantes dans les intentions de vote, en particulier en Ontario où les libéraux ont repris près de 10 points d'avance sur les conservateurs.

Réunis en caucus à Cornwall, les députés conservateurs ont évité de commenter ces résultats. Ceux qui se sont exprimés ont salué la clarté des positions du premier ministre. Le président du caucus, l'Albertain Rahim Jaffer, a tout de même reconnu la nécessité de se réconcilier avec les Québécois. «On va écouter exactement ce que le peuple québécois pense de notre position et peut-être que dans les prochains jours on va voir des solutions, [à savoir] comment on peut prendre un rôle actif au Proche-Orient.» Stephen Harper, lors de la conférence de presse de clôture de la réunion du caucus conservateur, a rectifié ces propos. «Nous ne prenons pas nos décisions en fonction des sondages», a-t-il répété plusieurs fois avant d'ajouter que, selon lui, ses «positions reflètent les positions du public canadien».

Les libéraux, quant à eux, souffrent à leur manière de la situation. En pleine course au leadership, les 11 prétendants au trône ne logent pas tous à la même enseigne. Si Joe Volpe et Scott Brison se sont affichés franchement en faveur d'Israël, les Bob Rae, Stéphane Dion, Gerard Kennedy et Michael Ignatieff ont articulé des positions plus critiques à l'égard d'Israël. En outre, M. Ignatieff, considéré comme le meneur, a attendu jusqu'à mardi dernier pour s'exprimer sur la crise libanaise. Tout cela leur a valu les réprimandes de personnalités bien placées dans la communauté juive.

VOIR PAGE B 2: GOUVERNEMENT

Les attentats
de septembre
2001 ont
contribué
à raidir les
positions face
aux conflits au
Proche-Orient

| | | | | |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| | Cours intensif d'anglais Automne 2006: du 18 septembre au 17 novembre Hiver 2007: du 15 janvier au 16 mars « Les cours ont été pour moi une chance unique de développer des compétences linguistiques de haut niveau. J'ai aimé les sorties et activités de groupe qui m'ont permis d'interagir avec des locuteurs natifs. » — Isabelle R. | Cours d'anglais à temps partiel Automne 2006: du 5 septembre au 4 décembre Test de classement: mardi 8 août à 18h30, mercredi 16 août à 18h30, mardi 22 août à 18h30 « Des cours intéressants et dynamiques... J'ai bénéficié d'un excellent environnement d'apprentissage. Une belle expérience! » — Ana K. | Cours d'espagnol à temps partiel Automne 2006: du 5 septembre au 4 décembre Test de classement: mercredi 9 août à 18h, mercredi 16 août à 18h | www.mcgill.ca/conted 514 398-1212 |
| | McGill Centre d'éducation permanente | | | |

PERSPECTIVES



Jean Dion

Une autre grosse semaine

D'après une enquête de Statistique Canada dont les résultats ont été publiés cette semaine, les gens qui passent beaucoup de temps à fréquenter Internet sont généralement moins sociables que les autres et ont tendance à négliger à la fois leurs proches, l'activité physique et la vaisselle sale qui traîne.

«C'est effrayant», s'est aussitôt exclamé un gars qui aime les gens, «tous les gens», et qui milite au sein du Regroupement éparé pour l'abolition du cyberspace (REAC). «Moi, j'aime les gens. Je les trouve tous intéressants, même ceux qui ne le sont pas. L'humanité est une ressource formidable. Sans elle, le monde ne serait pas pareil. Je ne peux pas imaginer le monde sans gens.»

Pour le gars, chaque minute passée devant un ordinateur, quoi que l'on fasse, est une fâcheuse perte de temps qui pourrait être consacré à des activités beaucoup plus constructives, comme des relations humaines par exemple. «La richesse des relations humaines est proprement incroyable», a-t-il déclaré. «S'il n'y avait pas de relations humaines, je ne sais pas comment on ferait pour communiquer, et la communication est essentielle à l'établissement de relations humaines riches.»

Le gars s'est fait fort de souligner que pendant que quelqu'un «taponne» en ligne, il rate l'occasion de faire autre chose.

«Je vais vous donner un exemple. Hier, je suis allé parler à mon voisin. Je lui ai dit: "Fait chaud, hein?" Et il m'a répondu: "Mets-en." J'ai enchaîné: "Il paraît que c'est à cause de la météo." Et il a ajouté: "Ouan, fait vraiment chaud." Bien laissez-moi vous dire que si j'avais été sur Internet, je n'aurais jamais pu avoir cette conversation qui, je pense, est fondamentale pour le côté humain de l'humanité.»

Le gars a conclu en réitérant qu'il nourrit une passion folle pour les gens, tous les gens, y compris «les tatas, les morons et les imbéciles» qui passent au moins 61 minutes par jour à naviguer sur la grande toile.

◆ ◆ ◆
Un citoyen a tenu à rappeler que le fait qu'il fasse très chaud n'est pas nécessairement un indice du réchauffement de la planète.

«C'est ce qu'ils ont dit à la télé: même s'il fait plus chaud, ça ne signifie pas que ça se réchauffe», a commenté le citoyen. «A preuve, il a déjà fait chaud avant que ça commence à se réchauffer, c'est-à-dire de tout temps puisque ça n'a pas encore commencé à se réchauffer, ou du moins on n'en est pas sûr.»

Le citoyen s'est dit d'autant plus certain de ce qu'il avance que la télé avait dit la même chose lorsqu'il avait fait chaud en 2005, en 2004, en 2003, en 2002, en 2001, en 2000, en 1999 et en 1998. «Et quand il fera froid cet hiver, la télé vous dira que ce n'est pas en raison du refroidissement de la planète. De toute manière, le refroidissement de la planète n'existe pas. C'est plutôt le réchauffement qui existe, même s'il n'a pas d'incidence sur la chaleur en tant que telle. Quoique le refroidissement pourrait exister, tout en n'ayant lui non plus aucun effet sur le froid qu'il fait», a déclaré le citoyen, qui a hâte à une belle journée de septembre à la température tempérée afin de pouvoir faire son frais en parlant du tempérament de la planète. «Mon frais, dans le sens de.»

Le citoyen a dit déplorer le fait que les gens racontent n'importe quoi à propos de la température alors que tout est si facile à comprendre et si clairement expliqué dans les médias.

◆ ◆ ◆
Dans une nouvelle tentative de montrer que l'humanité s'apparente à un ensemble d'attachés-cases premier choix, José Maria Buxeda, l'avocat du gagnant du Tour de France Floyd Landis, a déclaré que le taux élevé de testostérone constaté à l'intérieur de son client à l'issue de la 17^e étape de l'épreuve cycliste pouvait être dû à la déshydratation.

Selon un observateur qui ne connaît pas grand-chose à la chimie des particules mais est assez souvent éprouvé par la soif et en a marre que des jaloux cherchent à déboulonner les héros parce qu'ils sont eux-mêmes des bons à rien, cette explication est tout à fait logique.

«Qu'un gars pris de déshydratation anéantisse ses rituels en faisant une échappée de 130 kilomètres en solitaire dans les Alpes résultant en une avance de près de six minutes sur ses plus proches poursuivants est parfaitement compréhensible», a dit l'observateur, qui prend toutes ses nouvelles du sport au canal Evason. «Quand un gars est déshydraté, il a hâte en cavette de franchir le fil d'arrivée afin d'enfin s'offrir un petit verre.»

Etrangement, Landis avait mentionné au terme de l'étape en question que l'échappée l'avait avantage, puisque la voiture de l'équipe Phonak travaillait en tout temps se trouver à ses côtés et le ravitailler en liquide. Mais selon l'observateur, cela ne veut pas dire grand-chose. «D'abord, on ne sait pas de quel genre de liquide il s'agissait. Était-ce du liquide déshydratant?», s'est-il demandé. «Et puis, je vais vous confier une chose tirée de mon vécu à la condition que vous n'en parliez à personne, il m'arrive de boire pendant des heures et d'avoir toujours soif quand même. Landis a traversé cette épreuve alors qu'il faisait un effort physique intense, moi c'est quand je fais un effort mental soutenu, comme par exemple quand j'essaie d'informer par télépathie le barman de mon désir d'obtenir un petit refill.»

L'hypothèse de la déshydratation est la cinquième évoquée par Landis et son entourage depuis l'annonce que le coureur a échoué à un test antidopage, après le métabolisme naturel de l'athlète, des injections de cortisone pour soigner sa hanche, l'ingestion de bière et de whisky la veille de la 17^e étape et la prise de médicaments pour la glande thyroïde. Pour l'observateur, l'accumulation d'excuses montre bien que Landis est innocent. «J'aimerais bien ça te voir, toi, avec 11 fois la quantité de testostérone normale alors que tu as mal à la hanche et que tu as un problème de glande un lendemain de brasse. Toi aussi tu serais déshydraté», a-t-il tonné.

Selon des sources, les quatre prochains prétextes qui seront invoqués par Landis seront le fait qu'on mange mal en France, un virus informatique, le déséquilibre fiscal et la crise au Proche-Orient. Il pourrait être aussi question du réchauffement de la planète, bien que le concept reste difficile à démontrer.

jdion@ledevoir.com

La guerre selon «l'Orient compliqué»

La conception de la lutte armée dans le monde arabo-musulman est diamétralement opposée à celle de l'Occident

ANTOINE CHAR

«L'Orient compliqué.» De Gaulle, c'est bien connu, avait le sens de la formule. Avant de partir pour le Liban en 1941, sans doute avait-il eu vent d'un manuscrit du XIII^e siècle qui offrait aux califes, sultans et vizirs des recettes simples pour vaincre l'ennemi et mieux régner dans une région du monde qui n'a jamais cessé d'être une poudrière.

«Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples», avait rappelé l'illustre général en foulant le sol du pays du Cédre, alors protectorat français. Il n'avait pu lire *Manteaux d'étoffe fine dans les ruses subtiles* puisqu'il ne fut traduit qu'en 1976, six ans après sa mort. Qu'aurait-il alors découvert dans sa version française intitulée *Le Livre des Ruses*? Un éclairage, parmi d'autres, sur l'éternel conflit israélo-arabe et surtout «une conception de la guerre dans le monde arabo-musulman diamétralement opposée à celle que nous avons encore en Occident», explique Janine Kriber, professeure au Collège militaire royal du Canada, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

«Ce livre, collection d'écrits stratégiques arabes, nous dit que tout est permis dans une guerre. Il ne faut pas affronter l'ennemi directement mais saper sa volonté de combattre. L'une des règles les plus efficaces c'est d'assassiner son chef ennemi, semer le trouble dans la cité ennemie, mener des guerres de raids, éviter les attaques de front.»

On est loin, ajoute la chercheuse en relations internationales, de l'idée de la «bataille décisive entre deux armées dans un champ de blé, chère à la Grèce antique et qui a longtemps été la manière occidentale de mener des guerres.»

Mais si «le monde islamique n'a jamais intégré cette idée de bataille décisive qui se fait selon un certain nombre de règles que tous les adversaires doivent suivre», sur quel socle repose sa stratégie politico-militaire?

Plusieurs réponses, selon Kriber, se trouvent dans le livre que n'a pu lire De Gaulle. Que dit *Le Livre des Ruses*, traduit par René Khawam? Essentiellement ce qu'écrivait Sun Tzu, au IV^e siècle avant Jésus-Christ, dans *l'Art de la guerre*: le bon général gagne la guerre sans livrer bataille.

Version militaire des Mille et une Nuits

Farci d'anecdotes savoureuses, de paraboles et de fables mythologiques, l'ouvrage, écrit, dit-on, par un érudit anonyme, inspira sûrement Machiavel. Il se lit comme une version militaire des *Mille et une Nuits*,

dans laquelle les formules brillantes se suivent en cascades.

«Celui que tu ne peux vaincre par les armes, déchire-le avec tes ongles.» «La tromperie donne de meilleurs résultats que la bravoure dans le combat.» «Ayez à cœur d'employer la tromperie dans la guerre, car elle vous permet d'arriver au but d'une façon plus certaine que la bataille dans un corps à corps sanglant.»

La ruse — ou le subterfuge, la duperie, le stratagème... — pour arriver à ses fins n'est pas considérée comme une perfidie. Toutes ces notions se trouvent d'ailleurs dans le Coran. («Dieu a usé de ruse; Dieu est le meilleur de ceux qui se servent de ruse pour arriver à leur but», Coran III, 47).

Si «tout est ruse» — terme équivoque et chargé de malentendus en Occident — pour le monde islamique, ce n'est là qu'une notion générale qui englobe sagesse et patience, fait remarquer Janine Kriber.

«La façon de faire la guerre à l'occidentale n'est pas la seule façon de faire la guerre. La conception occidentale de bataille décisive avec ses guerriers qui doivent se présenter devant l'ennemi, avec le concept du duel des héros, est une conception anti-naturelle de faire la guerre. Il y a une façon plus économique, plus efficace du point de vue stratégique de battre son adversaire et c'est à peu près ce que dit Le Livre des Ruses.»

Ne pas livrer le combat de front avec un ennemi plus puissant est un principe suivi par tous les stratèges arabes. C'est actuellement le cas dans la guerre que se livrent Tsahal (l'armée israélienne) et le Hezbollah, le «Parti de Dieu» au Liban.

Timor Goksel, ancien conseiller de la Force interarmes de Nations unies au Liban (FINUL) déclarait d'ailleurs la semaine dernière que les combattants chiites «ne cherchent pas l'engagement frontal avec la machine militaire israélienne mais plutôt à l'attirer au Liban, de façon à ce qu'elle lise ses lignes et qu'ils puissent commencer à lui porter des coups» (dépêche de l'AFP, datée du 28 juillet).

Pour Janine Kriber, les guerriers espagnols ne faisaient pas autrement contre les troupes de Napoléon «qui a perdu plus de soldats en Espagne que dans sa campagne de Russie».



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

D'après Janine Kriber, professeure au Collège militaire royal du Canada et chercheuse en relations internationales, l'Orient a une conception de la guerre éloignée bien éloignée de l'idée de la «bataille décisive entre deux armées dans un champ de blé, chère à la Grèce antique et qui a longtemps été la manière occidentale de mener des guerres.»

«Humaniser» la guerre

Peu importe comment on se bat contre l'adversaire et puisque la guerre est rarement une fin en soi, les penseurs militaires, les théoriciens et les gouvernants ont, depuis la nuit des temps, cherché à «humaniser» le recours à la force.

Abou Bakr, premier calife de l'islam proclamait déjà à ses guerriers: «Conduisez-vous comme des hommes, sans tourner le dos. Mais que le sang des femmes, celui des enfants et des vieillards ne souille jamais vos mains.»

Pour l'islam, le christianisme et le judaïsme, la guerre, qui remplace le droit par la force, est un mal absolu certes, mais parfois nécessaire (la notion de «guerre juste» selon Saint-Augustin est toujours d'actualité), auquel il faut imposer des règles d'humanité.

Il faudra cependant attendre le milieu du XIX^e siècle et le début du XX^e pour voir le droit humanitaire réglementer les hostilités. Deux traités sont alors respectivement signés: la première Convention de Genève de 1864, qui porte sur les militaires et les civils, et la Convention de La Haye de 1907, qui fixe essentiellement les droits et devoirs des belligérants dans la conduite de la guerre.

Les attentats du 11 septembre 2001 changent cependant la donne.

Il y a encore cinq ans, toutes les écoles militaires enseignaient que lorsqu'un Etat est agressé, son adversaire, qui est la cible d'une riposte, est nécessairement un Etat.

Une question s'impose alors d'emblée: les Conventions de Genève et de La Haye sont-elles caduques à l'heure de la «guerre contre le terrorisme»? Pour Janine Kriber, toute réponse tranchée est hasardeuse «à cause de la grande ambiguïté du droit international».

Chose certaine, précise-t-elle, celui qui est qualifié de «terroriste» n'est pas un «combattant loyal selon la moralité occidentale et n'a donc pas gagné le droit d'être protégé par le droit de la guerre».

«Le droit de la guerre se fait selon un certain nombre de règles que tous les adversaires doivent suivre, ce qui n'est plus le cas ici. Nous assistons aujourd'hui à une «déterritorialité» de la guerre. Il n'y a plus de territoire à conquérir, mais des esprits ou un droit d'exister. Il n'y a plus besoin d'Etat pour mener des guerres. La guerre ne dépend plus du champ de bataille», conclut Janine Kriber.

On le voit, on est loin des «guerres de parades» entre deux armées «sur un champ de blé». Et, qu'importe les chemins que prendront les guerres de demain, *Le Livre des Ruses* rappelle ceci: «Une citrouille est préférable à une tête qui ne contient aucune ruse.»

Collaboration spéciale

GOVERNEMENT

SUIITE DE LA PAGE B 1

Ainsi, le couple de gens d'affaire Gerry Schwartz (Onex corporation) et Heather Reisman (librairies Chapters) est passé dans le camp conservateur. Mme Reisman a envoyé un courriel à ses amis disant qu'elle avait déchiré sa carte de membre. Dans les coulisses, on raconte que le lobby juif aurait fait connaître ses insatisfactions autant au PLC qu'au Bloc québécois.

C'est exactement ce qui enflamme le sénateur indépendant Marcel Prud'homme, qui s'occupe des questions du Proche-Orient depuis 40 ans. Pro-Palestinien affiché (il avait ses entrées auprès de Yasser Arafat), il enrage ces jours-ci de voir le Canada soutenir Israël sans aucune nuance, et ce, même s'il avait voté pour les conservateurs aux dernières élections. Il enrage surtout de constater la puissance du lobby juif qui «nous culpabilise en nous enfonçant l'Holocauste dans la gorge chaque fois qu'on veut critiquer Israël et nous traite d'anti-sémite parce qu'on est anti-sioniste».

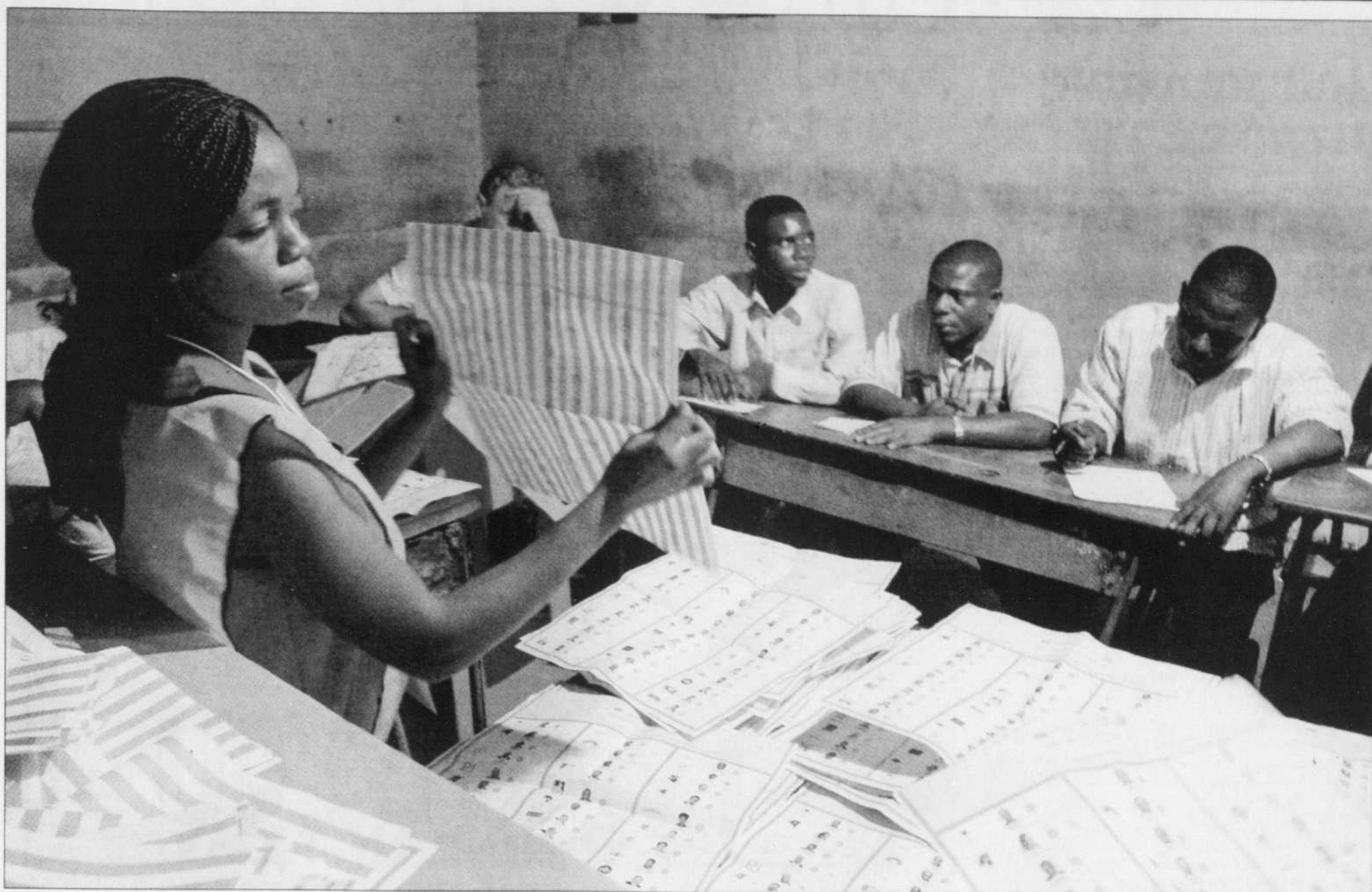
M. Prud'homme propose que le Canada suspende le traité de libre-échange entre le Canada et Israël pour manifester son désaccord. Le Canada, selon lui, représente l'espoir pour cette région balafree. «Ce mot si facile à écrire et si difficile à comprendre. Les gens nous admirent là-bas

parce qu'on arrive à vivre en une telle harmonie malgré nos fortes divergences.» Le sénateur croit que le Canada, ayant activement participé à la création d'Israël en 1947-48, a la responsabilité de calmer le jeu. Israël a certainement l'arme nucléaire selon lui, et l'actuel conflit risque de faire basculer la planète dans une «guerre nucléaire».

Cette idée de guerre globale préoccupe également Mme Zahar. Selon elle, le Canada a intérêt à prendre ses distances vis-à-vis des Etats-Unis pour assurer sa sécurité. En imitant trop les Etats-Unis, le Canada confirme la vision unitaire du monde occidental qu'adoptent parfois les arabo-musulmans. «On a besoin de gagner les cœurs et les esprits. Une position aussi arrêtée et insensible que celle entendue de la bouche de nos responsables va raidir les gens là-bas», dit-elle. «Je m'inquiète pour les relations plus larges entre le monde occidental et [le monde] arabo-musulman. Les Frères musulmans, le Hezbollah et tous ces groupes sont en train de récupérer tout le désespoir au Moyen-Orient. Et lorsqu'ils en appelleront à la guerre, ce ne sera pas contre Israël, ce sera contre l'Occident. [...] La radicalisation est le pire des scénarios. A moins qu'on ne veuille une guerre des civilisations.»

Le Devoir
Avec Presse canadienneGIAMPIERO SPOSITO REUTERS
Peter Mackay, le ministre fédéral des Affaires étrangères, lors de la rencontre de Rome sur la crise libanaise.

PERSPECTIVES



DAVID LEWIS REUTERS

Le décompte des votes est toujours en cours en République démocratique du Congo, où ont eu lieu dimanche les premières élections libres en 40 ans. Mais déjà, des vainqueurs sont proclamés par leurs partisans, sur la base de résultats affichés localement devant des bureaux de vote.

Les Kinois impatientes dans l'attente des résultats

CLAUDE LÈVESQUE

Kinshasa — Les Kinois sont impatientes. Alors que depuis lundi les urnes et les procès verbaux des résultats électoraux arrivent par camionnettes bien protégées à un centre de compilation également défendu par des policiers et des hommes armés de la MONUC (la Mission des Nations unies au Congo), des vainqueurs sont déjà proclamés par leurs partisans ou par le truchement de tracts produits par des inconnus, sur la base de résultats affichés localement devant des bureaux de vote.

Le président de la commission électorale indépendante (CED), l'abbé Augustin Malumalu, a critiqué ces «tentatives d'intoxication» qui contreviennent selon lui à la nouvelle loi électorale de la République démocratique du Congo (RDC).

Cette dernière donne à la commission jusqu'au 20 août pour proclamer les résultats à l'échelle du pays des élections législatives et présidentielle de lundi. Ceux-ci resteront cependant «provisoire» parce qu'ils sont susceptibles d'être contestés pendant dix jours suivant la cour suprême du pays.

Signe qu'au fond le débat démocratique est vigoureux, plusieurs journaux de la capitale congolaise, tout en respectant la consigne, déplorent que des résultats partiels ne soient pas divulgués officiellement.

Les longs délais nécessaires pour mener à bien la compilation des résultats de ces premières élections

pluralistes en RDC ne devraient pourtant pas surprendre. Assistés par des experts étrangers, les autorités électorales ont dû former pas moins de 260 000 agents électoraux (présidents de scrutins, secrétaires et assesseurs) qui n'avaient, à l'instar de leurs concitoyens, aucune expérience préalable en matière d'élections libres et démocratiques.

L'acheminement du matériel vers les 50 000 bureaux de vote répartis sur un territoire de 3 345 410 km², soit l'équivalent du Québec et de l'Ontario réunis, a constitué un défi logistique colossal. Le voyage de retour des urnes pleines est tout aussi ardu, mais également plus délicat pour des raisons évidentes, surtout dans les régions où l'insécurité règne encore.

Signalons seulement que plus d'un million d'électeurs vivent dans des villages isolés seulement accessibles au prix d'un voyage de plusieurs jours à pied ou en pirogue. Environ 2000 observateurs internationaux appartenant à plusieurs missions se sont déployés dans diverses régions de la RDC afin de veiller au bon déroulement des élections. Ce nombre peut paraître faible compte tenu de la superficie et de la population du pays. Il faut cependant savoir qu'ils s'ajoutent à 47 000 observateurs nationaux et que certains organismes coopèrent avec ces derniers depuis plusieurs mois.

«Il s'agit de dégager un aperçu global. Il est impossible qu'il n'y ait pas d'anomalies. Il s'agit de déterminer si, globalement, ces anomalies compromettent la légitimité de l'ensemble du processus», explique une observatrice québécoise, Sylvie Belanger, de Développement et Paix.

«Nous espérons que le travail de nos observateurs aidera la commission électorale à améliorer le processus lors d'élections à venir», ajoute sa collègue Julie Perreault.

Des élections provinciales se dérouleront en effet à l'automne, vraisemblablement fin octobre. Si aucun candidat à la présidentielle n'obtient la majorité absolue, un deuxième tour devrait avoir lieu à cette même date.

C'est presque un secret de Polichinelle que le président sortant Joseph Kabila, au pouvoir depuis l'assassinat de son père Laurent-Désiré en janvier 2001, remportera la pluralité des votes au premier tour.

Si on en croit les échos et les rumeurs qui circulent à Kinshasa, il pourrait bien affronter lors d'un éventuel deuxième tour Jean-Pierre Bemba, l'un des quatre vice-présidents qui partagent le pouvoir avec lui au sein du gouvernement de transition formé début 2003 à la suite des accords de paix qui ont mis fin à plusieurs années de guerre civile. Si ce scénario s'avérait, on assisterait à un duel entre deux hommes forts soutenus res-

pectivement par l'est (Bemba) et l'ouest (Kabila) du pays. Cela fait dire aux commentateurs les plus pessimistes que le pays pourrait de nouveau se fragmenter.

La RDC a connu, entre 1996 et 2002, une guerre civile meurtrière qui a, directement ou indirectement, fait près de quatre millions de morts et exacerbé les rivalités inter-ethniques. Les sentiments haineux ont de surcroît été alimentés par les alliances conclues avec certaines factions par des pays voisins qui sont intervenus militairement.

Quoique aucune statistique officielle n'ait encore filtré à ce chapitre, le taux de participation au scrutin semble élevé, sauf dans les provinces centrales du Kasai occidental et du Kasai oriental. Certains électeurs semblent avoir suivi le mot d'ordre invitant à l'abstention d'Etienne Tshisekedi, un vétéran de la politique congolaise. L'attitude de ce dernier pourrait être déterminante dans l'éventualité d'un second tour.

Malgré tout, la vie continue à Kinshasa. «Pour preuve, l'augmentation du prix de l'essence à la pompe qui ramène tout le monde à la dure réalité sociale», notait hier en une le quotidien *Le Potentiel*.

Le Devoir

Ce reportage a été rendu possible grâce à l'aide financière de la Table de concertation sur les Grands Lacs, une coalition d'ONG canadiennes œuvrant au Congo.



Cuba: Washington attend son heure

LAURENT MAURIAC

New York — Les neuf présidents américains confrontés à Fidel Castro ont fini par se faire une raison. Il n'est pas question de forcer son départ. La solution sera «biologique». Autrement dit, elle passera par sa mort. Pourtant, alors que celle-ci se profile, les États-Unis restent prudents. George Bush a attendu jeudi pour publier un premier communiqué assurant le peuple cubain de son soutien et l'appelant à «œuvrer à un changement démocratique». Le président se contente de cette mise en garde: «Nous noterons ceux, au sein du régime cubain actuel, qui font obstruction à votre désir d'un Cuba libre.» Mardi, le secrétaire au Commerce, Carlos Gutierrez (qui a émigré de Cuba en 1960) avait déjà déclaré que c'était aux Cubains et non aux États-Unis de conduire les changements sur l'île.

Washington rejoint ainsi la position de la Fondation nationale cubano-américaine, principale organisation basée à Miami, représentant les Cubains exilés aux États-Unis, très marquée à droite. «Le changement n'est pas l'affaire du gouvernement américain», explique Alfredo Mesa, son porte-parole. «Nous sommes persuadés qu'à Cuba des gens au plus haut niveau veulent redonner la souveraineté au peuple. Les États-Unis et d'autres pays seront là pour les aider à mener une transition pacifique.»

Ancien analyste à la CIA sur

Cuba et auteur d'un livre intitulé *Après Fidel*, Brian Latell estime que «la meilleure politique est d'attendre, de regarder et d'espérer de nouvelles occasions». Devant trop d'incertitudes, «une nouvelle stratégie est prématurée», mais il cite parmi les scénarios possibles la consolidation du gouvernement de Raúl et sa volonté de se rapprocher des États-Unis: «Si Raúl Castro propose de manière sincère et constructive une coopération dans des secteurs critiques comme la lutte antiterroriste, la politique américaine pourrait évoluer», estime-t-il.

Pas question d'agir avant la mort biologique de Fidel Castro

Cette politique est aujourd'hui fixée par une commission intergouvernementale mise en place par Bush en 2003 pour favoriser une transition démocratique. Cette Commission pour l'aide à un Cuba libre a rendu son deuxième rapport le 10 juillet: Washington

s'appuie sur la préparation des changements et le maintien de l'embargo tant qu'ils n'auront pas lieu. Elle prévoit notamment le versement de 80 millions de dollars en 2007 et 2008 pour «fournir des informations non censurées» grâce aux médias audiovisuels et à Internet, et «renforcer les mouvements démocratiques». L'embargo vise, lui, à maintenir «la pression économique» car, selon Bush, «sans réforme politique et économique, le commerce avec Cuba ne fera qu'enrichir Fidel Castro et ses amis». Cette politique de soutien politique discret et de fermeté commerciale découlée des déboires rencontrés lors des tentatives de renversement du ré-

gime cubain, notamment l'échec de l'invasion de la baie des Cochons en 1961. Les États-Unis craignent aussi qu'un soulèvement dans l'île entraîne une vague de réfugiés sur les côtes de Floride.

Enfin, ils souhaitent être à l'unisson de la communauté cubaine de Miami, électoralement précieuse, dont plus des deux tiers soutiennent l'embargo. «Le fait qu'un autocrate transmette le pouvoir à son frère ne marque pas la fin de l'autocratie», résumait récemment la Maison-Blanche.

Pourtant, plusieurs voix réclament un infléchissement de cette politique. Le sénateur Dodd (démocrate) du Connecticut a appelé le gouvernement à s'activer pour «préparer ce qui peut être fait, plutôt que de regarder les choses se produire d'elles-mêmes». Jeff Flake, un représentant républicain de l'Arizona, a renouvelé son appel à un allègement de l'embargo et des restrictions sur les voyages à Cuba. «Nous sommes plus distants que jamais des Cubains qui pourraient poursuivre les changements que nous voudrions voir», constate-t-il.

«Le président pense que tout le monde a été pris par surprise et que nous devons attendre», a indiqué Robert Bennett, un sénateur républicain de l'Utah au sortir, mardi, d'une entrevue avec Bush. «Je pense qu'aucun d'entre nous n'avait la moindre idée de ce qui allait se passer.» Un constat qui pourrait inspirer au moins un changement politique: des efforts pour améliorer le renseignement sur un territoire situé à moins de 200 km des côtes américaines.

Libération

SOYEZ À L'ÉCOLE D'ÉTÉ DE L'INM

DU 16 AU 20 AOÛT À MONTRÉAL, À L'UQAM

POUR COMPRENDRE

LA CRISE AU MOYEN-ORIENT Avec des intellectuels venus de Palestine et d'Israël

POUR ENTENDRE :

LE PREMIER DISCOURS D'ANDRÉ BOISCLAIR APRÈS L'ÉLECTION DU 14 AOÛT

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE D'ANDRÉE RUFFO DEPUIS SA DÉMISSION

SON EXCELLENCE JEAN-DANIEL LAFOND DÉFENDRE SON FILM LA LIBERTÉ EN COLÈRE

LE GÉNÉTICIEN AXEL KAHN ET UNE CENTAINE D'AUTRES CONFÉRENCIERS.

PARTICIPER AU DIALOGUE ENTRE LES GÉNÉRATIONS

RÉDIGER UN MANIFESTE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC



Toujours le temps de s'inscrire!
www.inm.qc.ca
514.934.5999

CONFÉRENCES, SÉMINAIRES, ATELIERS, CINÉ-DÉBATS DE L'ONF, UN ABONNEMENT À LEDEVOIR.COM

POUR LES 15-30 ANS l'itinéraire jeune

POUR LES PLUS DE 30 ANS l'itinéraire grand public

Une activité de l'Institut du Nouveau Monde

UQAM ONF LE DEVOIR

LE DEVOIR FONDATION RONA Desjardins

LE DEVOIR FONDATION RONA Desjardins

LE DEVOIR FONDATION RONA Desjardins

L'ÉCOLE d'ÉTÉ

début global

É D I T O R I A L

Intraduisible

La cause du français au Québec a refait surface ces derniers jours à la faveur d'une curieuse conjonction: le décès de Jean-Paul Desbiens et la tenue des Outgames à Montréal. Les réactions ont été nombreuses: parlons-nous mieux français qu'il y a 40 ans? le parlons-nous tout court? Le débat actuel est-il le signe d'un réveil ou le constat d'un déclin?

Il y a belle lurette que la question de la langue n'avait suscité autant de courrier dans les médias, un phénomène d'autant plus remarquable qu'il survient dans la langueur de l'été et au milieu de la fureur de l'actualité internationale. La mort du frère Untel aurait pu être l'occasion d'un simple salut à un homme du passé, elle a au contraire redonné une nouvelle jeunesse à certains de ses écrits.

Or, dans la même semaine s'ouvraient les Outgames, une appellation semble-t-il aussi peu traduisible en français que la flopée de marques de commerce et de noms d'établissement anglais qui tissent l'univers de la consommation au Québec, et que plus personne ne remarque. On a toutefois rapidement constaté que ce nom de Outgames ne tenait pas qu'à un plaisant jeu de mots intraduisible, mais relevait plutôt d'une franche indifférence et d'un laxisme certain. Comment expliquer autrement l'omniprésence de l'anglais entourant la cérémonie d'ouverture des jeux la fin de semaine dernière, tant lors de sa préparation que lors de sa présentation? Même les pancartes identifiant les délégations ne s'affichaient qu'en anglais.



Josée Boileau

La cérémonie de clôture, ce soir, aura-t-elle corrigé le tir? La seule présence, plus forte, d'artistes francophones permet de l'espérer, mais le malaise reste. L'utilisation de l'anglais n'a-t-elle pas, au cours de ces jeux, été expliquée par un souci d'efficacité? La fierté d'être soi gobée par la pseudo-compréhension universelle... comme il y a 40 ans.

Mais de quelle fierté s'agit-il, pouvait-on aussi se demander en relisant Jean-Paul Desbiens, quand ce dernier pourfendait le jodel. On ne refera pas ici le débat des Belles-Sœurs, celui des classes sociales et des niveaux de langue. On peut reconnaître la langue populaire, la mettre en scène, en jouer. Mais s'y complaire? C'était ce reproche que le frère Untel faisait à sa société, et c'est ce qui n'a pas changé. Au contraire, le respect et la connaissance de l'armature de la langue vont déclinant, comme le constatent les professeurs d'expérience. Mais quelle importance, ce français massacré: «Mes chums, euzôtres, y m'comprennent!», pour reprendre l'anecdote racontée cette semaine par l'une de nos lectrices, enseignante.

Evidemment, le nouveau jargon utilisé par les jeunes pour clavarder accentue ce phénomène: on écrit au son, les mots sont ramenés à une lettre ou deux — souvent sur la base de leur version anglaise —, la ponctuation n'existe plus, encore moins les phrases complètes. Et surtout, surtout, on ne se relit jamais!

Ce qui est inquiétant, ce n'est pas cette nouvelle forme d'expression en soi, c'est qu'il s'agit de la seule forme d'écriture que les jeunes pratiquent en dehors de la sphère scolaire. Or ces écrits synopés, tronqués, sont en complète rupture avec le dur et long apprentissage du français à l'école. Il ne reste plus lors à celle-ci qu'à s'ajuster, de peur de voir quasiment des classes entières échouer.

Et puis on cible l'école, alors que tout le monde a baissé les bras. La mairesse de Québec, Andrée Boucher, a de nouveau frappé les esprits cette semaine en disant souhaiter imposer des examens de français aux futurs policiers et fonctionnaires de sa ville. «Ce serait normal qu'on puisse me rédiger un message sans fautes!», a expliqué la mairesse, qui ciblait en particulier son service des... communications!

Ah, madame Boucher et son obsession des fautes, ont dû de nouveau soupirer, sans sympathie aucune, ceux qui ont déjà travaillé avec elle. Le fait qu'elle renvoie à leur auteur des textes où les fautes d'orthographe étaient soulignées fut même déjà décrit comme l'une des caractéristiques de son style de gestion autoritaire!

Hélas, si les erreurs de calcul sont des marques d'incompétence dans le milieu professionnel, ce n'est pas le cas des fautes de français, même pour ceux dont le travail implique de rédiger des notes ou des rapports. Quel incitatif les jeunes, dès lors, ont-ils pour se corriger, puisque les employeurs font comme l'école: ils ferment les yeux.

Et dans ces mailles trop lâches, l'anglais, si facile à apprendre, si amusant à parler, si efficace pour communiquer, continue de s'infiltrer. Alors on manque de vocabulaire pour traduire Outgames et on manque même de mots pour s'en indigner.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Harper: homme politique ou homme d'affaires?

Le point de vue qu'on adopte détermine en partie l'opinion qu'on se fait. Si on considère Stephen Harper comme un politicien ordinaire issu de la tradition canadienne, on comprend mal son parcours depuis son élection. Par contre, si à l'homme politique on substitue l'homme d'affaires ayant reçu une formation en économie et ayant travaillé au sein de l'industrie pétrolière, l'attitude de M. Harper s'éclaire. Les gestes d'une portée néfaste pour l'environnement mais profitables aux grandes pétrolières; l'accord sur le bois d'œuvre dont les Canadiens feront les frais; l'alignement sur la politique étrangère de l'administration Bush, dont le soutien récent et sans nuances à la nation d'Israël, tous ces politiques se comprennent mieux si on les considère comme les gestes d'un administrateur œuvrant indirectement au bénéfice de son industrie.

Il se produit au gouvernement canadien le même phénomène que dans l'administration américaine. Des gens issus du milieu des affaires font une entrée en politique le temps de promouvoir les intérêts de leur industrie, modifiant les lois et règlements du pays, accordant subventions et contrats, pour ensuite regagner les conseils d'administration où ils toucheront leur part des bénéfices découlant de leurs interventions.

Autrement dit, les gens qui se trouvent maintenant à la tête de nos pays avancés les utilisent comme des instruments voués à leurs intérêts. Consultez le c.v. de M. Harper et de ses collègues, de M. Bush et des membres de son administration, vous constaterez que tous proviennent de compagnies et d'industries tirant profit des conjonctures créées par les interventions de leur gouvernement: l'exploitation pétrolière en Alberta chez nous, la reconstruction en Irak pour les États-Unis, etc.

Nos pays ont ainsi perdu un peu de leur esprit démocratique. Et les grandes corporations englobent désormais des nations entières comme hier elles englobaient les régions.

Une contestation légale de cet état de fait est-elle possible?

Richard Turcotte
Québec, le 4 août 2006

L'aéroport de Montréal soutient la comparaison

Alors que je lisais votre reportage sur Dorval en attendant mon vol pour Londres, j'ai été frappé par le négativisme de l'article.

J'utilise l'aéroport entre 35 et 40 fois par an depuis 1997 et je trouve qu'il supporte très bien la comparaison avec les aéroports de villes de la même grandeur que Montréal. Il y a certainement un décalage si vous le comparez à celui de Hong-Kong ou d'Osaka (Kansai), mais force est d'admettre que Montréal n'est ni Hong-Kong ni Osaka (au grand dam des nostalgiques des années 70, le monde a changé).

Voici quelques points résumant mon expérience. Les nouvelles ailes américaine et internationale disposent d'un plafond plus bas qu'à Toronto (aérogare 1), mais la lumière y est équivalente. Les salons d'affaire qu'on y trouve sont parmi ce que j'ai vu de mieux au monde — prendre son café au coin du feu le matin dans le salon d'Air Canada qui donne sur les avions, surtout en hiver, met du baume au cœur quand on doit s'envoler encore une fois.

Concernant le grand hall critiqué dans l'article, je ne crois pas y avoir passé plus de 10 minutes en neuf ans de voyage intensifs. Pour ce qui est des commerces, la même critique vaut pour tous les aéroports: ils sont tous devenus des mini-centres d'achats.

Pour ce qui est du temps de sortie, il est vrai, il y a une bonne marche des portes 85 et 61, mais je suis sorti en huit à neuf minutes en

moyenne, douanes comprises mais sans avoir à récupérer de bagage de soute. Notez que CANPASS, offert pour 50 \$, vous permet de passer la douane en environ une minute.

Pour aller de l'aéroport au centre-ville en empruntant la 20, en neuf ans, mon record est de 1 heure 15 minutes. Mais je mets en moyenne 20 à 25 minutes de chez moi (Outremont) à l'aéroport en prenant la «route des taxis» qui passe par Ville Mont-Royal, et ce, quelle que soit l'heure. Jamais je n'ai mis plus de 45 minutes pour rentrer à la maison (critère très important lorsqu'on sort de 25 heures de vol), alors que mes amis de Tokyo, qui vivent au nord-ouest de la ville, doivent se taper trois heures de route au retour de Narita.

Quant à la «psychologie» de l'aéroport, c'est sûrement la critique la plus drôle de l'article. Envoyez donc votre «psy» visiter Londres Heathrow (où vous pouvez presque toucher les plafonds), JFK, ou changer de terminal à Francfort, au Caire, etc.

Un aéroport n'est rien de plus qu'une gare d'autobus sophistiquée. Lorsque vous prenez l'avion 40 fois par an, ça n'a plus rien de romantique. Ce qui compte, c'est le côté pratique. À ce titre, j'aimerais évoquer le design de l'aéroport de Kansas City (MCI): le date des années 70, est un peu laid et se compose de trois boucles donnant directement accès à chaque porte de la rampe de débarquement. Il ne s'écoule jamais plus de 10 minutes entre le moment où je quitte la porte et celui où je prends un taxi: la distance à franchir est d'environ 150 pieds, check-in et sécurité compris. Il n'y a rien de comparable dans les quelque 70 aéroports que j'ai visités à ce jour. Cela me permet d'éviter mes rencontres au maximum. La sortie ne me prends jamais plus de deux minutes. Lorsqu'on passe 20 minutes dans un aéroport avant le départ d'un vol et deux minutes à l'arrivée, on se fout un peu que les murs et les tapis soient bruns.

Matthieu Lachance
Outremont, le 3 août 2006

REVUE DE PRESSE

Les suites d'une crise

Manon Cornéliier

La crise au Moyen-Orient continue de faire les manchettes. Comment peut-il en être autrement alors que les frappes continuent de part et d'autre, que les morts inutiles se multiplient et que les discussions diplomatiques n'aboutissent toujours pas? Au Canada anglais, le soutien à Israël ne se dément pas, même s'il y a de plus en plus de bémoins. Personne ne nie à Israël le droit de se défendre, mais le choix des moyens soulève un nombre croissant de questions assorties d'appels au cessez-le-feu.

Pour le gouvernement Harper, cela ne présage rien de bon, comme le lui a appris un sondage paru cette semaine. Malgré tout, Stephen Harper persiste et signe. Lawrence Martin, du *Globe and Mail*, voit pourtant dans le dossier du Liban un cas où la détermination et la rapidité d'action du premier ministre jouent contre lui. Après les hésitations du gouvernement Martin, le ton décidé de Harper lui a valu bonne presse durant les premiers mois de son gouvernement. «Mais un caractère décidé peut nuire tout autant que l'hésitation», écrit Martin en évoquant le cas du Moyen-Orient. «Avec seulement un peu de circonspection, [Harper] aurait pu éviter ses problèmes tout en appuyant avec force Israël.» Martin relève en particulier le commentaire «peu judicieux» de Harper selon lequel la réponse israélienne était «mesurée». Il lui aurait suffi par la suite de reculer un peu pour limiter les dégâts mais il ne l'a pas fait. Martin souligne que Harper et son ministre Peter MacKay sont des débutants sur la scène internationale. Or, la tradition canadienne de «modération multilatérale et non de neutralité» n'est pas une chose avec laquelle les «premiers venus» peuvent chipoter. «Les recrues ont fait un pas

de trop», en se rangeant dans le camp de la polarisation des Bush et Cheney. Selon le chroniqueur, les conservateurs en paient maintenant le prix.

Cette crise a fait naître une autre controverse, celle-là autour de la citoyenneté canadienne. Plusieurs commentateurs ont remis en question le fait que le gouvernement canadien se lance à la rescousse de gens ayant la double citoyenneté canadienne et libanaise et qui vivent maintenant en permanence au Liban. À leurs yeux, ces gens en sont venus à traiter leur citoyenneté canadienne comme une «citizenship of convenience», une simple commodité. Paul Stanway, du *Edmonton Sun*, a lui-même la double citoyenneté. Il avoue qu'il n'a jamais vu le problème mais les événements des dernières semaines lui ont montré que cela peut en devenir un pour le pays d'adoption. Il se demande quelle est la responsabilité d'Ottawa à l'égard de ces citoyens expatriés. À son avis, le gouvernement Harper n'avait pas d'autre choix moral ou pratique que d'aider tous les Canadiens désireux d'évacuer le Liban. Stanway n'en croit pas moins qu'il serait raisonnable de limiter cette responsabilité. Cette décision ne peut cependant être prise au beau milieu d'une crise, dit-il. Elle doit être débattue à tête reposée et, une fois ces limites adoptées, il revient au gouvernement de s'assurer qu'elles sont bien comprises par les Canadiens qui choisissent de vivre à l'étranger.

Pendant ce temps...

Cette chronique dépend en grande partie du travail des multiples chroniqueurs du Canada anglais. Le départ d'un d'entre eux, surtout s'il est le plus expérimenté, laisse inévitablement un vide. C'est ce qui

s'est produit cette semaine avec le départ du vétéran de la colline parlementaire: Douglas Fisher, chroniqueur de la chaîne Sun Media. Discret comme toujours, il a choisi un torride dimanche estival pour publier sa chronique d'adieu et dresser un bilan des 45 années qu'il a passées à observer la scène politique fédérale. Simple soldat durant la Seconde Guerre mondiale, ancien député néo-démocrate, Fisher a commencé sa carrière de «columnist» en 1961 alors qu'il était encore député. Il raconte qu'il avait besoin de ce revenu supplémentaire pour éponger ses dettes et payer ses énormes dépenses de député. Il a pris goût à la plume et est devenu chroniqueur à temps plein dès 1965. Il avoue qu'il a exercé son métier avec la mentalité d'un député d'opposition, pas nécessairement néo-démocrate cependant.

Fisher s'est toujours inquiété de l'arrogance du gouvernement, du contrôle excessif qu'il exerce sur le Parlement et de la faiblesse de l'opposition. Il part en constatant que, depuis son arrivée au parlement sous John Diefenbaker, le gouvernement est devenu plus énorme, que le bureau du premier ministre est encore plus omniprésent et puissant, que les chefs et surtout le premier ministre accaparent toute l'attention et que la Chambre des communes est devenue insignifiante. Les députés ne sont pas moins compétents, écrit-il. Ils ont au contraire un meilleur niveau et offrent davantage de services que par le passé, mais leur rôle s'est paradoxalement amoindri sous l'effet d'une discipline de parti excessive et du contrôle étouffant exercé par des cadres toujours plus nombreux dans les bureaux des chefs.

Diefenbaker et Lester B. Pearson sont beaucoup de temps aux Communes, raconte-t-il. Ils

étaient présents quand des projets de loi de premier plan étaient débattus. Pierre Trudeau voyait les choses autrement, disant franchement qu'il s'ennuyait et perdait son temps en Chambre. Ses ministres ont suivi son exemple. Les séances ont été écourtées, la camaraderie s'est évanouie. Aujourd'hui, peu de gens écoutent les débats. Les médias en parlent rarement, préférant se concentrer «sur la mêlée théâtrale, parfois grotesque, de la période des questions». L'influence des ministres a décliné. Le gouvernement est le gouvernement du premier ministre, avec ses centaines d'employés.

Fisher se défend d'être nostalgique et amer. Il note que les gouvernements qui se sont succédés depuis 1957 ont fait preuve d'imagination, d'audace et d'initiative. Si les Communes ne comptent plus quand vient le temps de débattre d'enjeux importants, d'autres forums ont vu le jour dans la société civile et aux niveaux provincial et municipal. Regardant vers l'avenir, Fisher se permet quelques prédictions. Selon lui, le Québec ne quittera pas la fédération, même s'il a cru que ça y était il y a dix ans. Il constate un lent déclin de la francophonie canadienne — sur le plan de la démographie, de l'immigration et du choix linguistique — et une montée en puissance de l'Ouest canadien. À son avis, les Canadiens doivent contenir l'anti-américanisme croissant car il risque de faire naître une hostilité nouvelle entre les deux partenaires. À 86 ans, il dit partir avec un regard tout aussi positif que celui qu'il avait au retour de la guerre. «Ce siècle offre autant d'occasions qu'en offraient, au siècle dernier, l'ouverture de l'Ouest et la promesse d'une meilleure société... À la condition cependant de soigner judicieusement notre régime politique», conclut-il.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Crise au Proche-Orient

Le Canada et la guerre Israël-Liban: rupture ou continuité?

HOUCANG HASSAN-YARI

Professeur et directeur, département de science politique et d'économie, Collège militaire royal du Canada

Dernier de deux textes

Ce texte cherche à comprendre la prise de position de l'actuel gouvernement canadien dans cette guerre en la comparant à la politique traditionnelle du pays. Il ne se veut donc pas un plaidoyer en faveur des deux parties dans un conflit dont les actes sont condamnables. Dans le présent climat surchauffé, cette précision me semble nécessaire.

La réflexion à laquelle donne lieu la politique du Canada est suscitée par la déclaration du premier ministre Harper, qui a qualifié de «mesurée» la réaction d'Israël à l'enlèvement de deux de ses soldats par le Hezbollah. L'acte du Hezbollah est condamnable, mais les raisons invoquées par ce groupe, soit faire libérer quelques centaines de Libanais emprisonnés en Israël et mettre fin à l'occupation des fermes Shebaa par l'État hébreu.

Faits et méfaits

Quel que soit le démenti sans équivoque que les réalités sur le terrain libanais apportent à la déclaration du premier ministre, les propos du ministre des Affaires étrangères Peter MacKay sont encore plus explicites et vont plus loin. Pour lui, dans la crise actuelle, le choix est clair entre un gouvernement démocratiquement élu attaqué par des terroristes et un groupe de tueurs sans pitié.

Examinons d'abord la question du principe de proportionnalité de la campagne militaire israélienne. Le premier ministre du Liban, dont le caractère démocratique est reconnu par le ministre MacKay, a présenté, le 3 août 2006, le bilan suivant de l'action «mesurée» d'Israël dans son pays: 900 morts, 3000 blessés, dont un tiers d'enfants, sans oublier la destruction de l'infrastructure économique du Liban. Chacun a le droit de croire ses sources: l'ONU et le reste du monde, qui dénoncent les excès israéliens, ou les États-Unis de George W. Bush, l'Angleterre de Tony Blair, Israël d'Éhud Olmert, etc., qui ne représentent même pas l'ensemble de l'opinion publique de leur propre pays!

Au-delà des considérations politiques et conjoncturelles, il existe des principes fondamentaux gouvernant la vie internationale qu'on ne saurait sacrifier. Il y a un droit de la guerre à respecter et des vies à épargner à tout prix. Israël et le Hezbollah violent ces normes.

Le choix du ministre des Affaires étrangères est partiel, partiel et très hâtif. Le tableau du Moyen-Orient se compose de plusieurs couches; il est complexe et ne peut se réduire à une lutte manichéenne entre le bien et le mal. Rompant avec la diplomatie canadienne, qui s'est traditionnellement montrée nuancée et imaginative, le ministre a repris mot pour mot la description que fait Israël du mouvement libanais: «Le Hezbollah est un cancer qui ronge le Liban en détruisant sa stabilité et sa démocratie.»

On peut, et surtout on doit, condamner la violence des États et des organisations qui opèrent en dehors du cadre étatique, mais dans le cas qui nous occupe, une évaluation plus précise de la place du Hezbollah dans la société libanaise s'impose. Ce groupe a fait élire des députés au parlement libanais à l'occasion d'élections démocratiques et compte des ministres au sein du gouvernement. Rappelons qu'un autre gouvernement démocratiquement élu, celui du Hamas dans les territoires palestiniens, fait l'objet d'attaques quotidiennes du Tsahal, et ce dans l'indifférence quasi générale des États démocratiques. On peut choisir pour qui voter, mais on ne peut rejeter le résultat des élections.

Politique du passé

En réduisant l'actuelle guerre à un conflit entre Israël et le Hezbollah, le ministre MacKay voit dans le Liban une victime collatérale et confirme que la position de son gouvernement est «classique». Si, par ce terme, il entend la politique passée du Canada, un survol rapide de celle-ci est nécessaire en vue de mieux apprécier la position actuelle.

Bien qu'il faille remonter relativement loin pour



Stephen Harper en compagnie d'évacués libanais lors de leur retour au Canada, le 21 juillet. Le premier ministre avait autorisé l'utilisation d'un avion militaire canadien pour permettre l'évacuation de Canadiens d'origine libanaise.

trouver une première présence canadienne dans la région du Proche-Orient et en Afrique du Nord, c'est la question juive, devenue le problème palestinien, qui a plongé le Canada dans la dynamique de la région.

Si l'on fait abstraction du rôle central qu'a joué le représentant canadien, Ivan Cleveland Rand, au sein de la Commission spéciale des Nations unies sur la Palestine, lors de la création de l'État hébreu en Palestine en 1948, la politique du Canada vis-à-vis du conflit israélo-arabe a souvent visé un certain équilibre. S'intéressant peu à la politique extérieure, le premier ministre Mackenzie King et son secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Louis Saint-Laurent, ont laissé le dossier de la Palestine entre les mains de Lester B. Pearson, sous-secrétaire d'État, et du juge Rand. Très proche de la sionisme dans le projet de partage de la Palestine, Pearson a donné le feu vert à Rand, qui est ainsi devenu l'un des architectes de la création du nouvel État. La crise de Suez en 1956 a fait de Pearson un homme d'État exceptionnel, au point de se voir décerner le prix Nobel de la paix (1957), après avoir proposé de créer une force des Nations unies pour le maintien de la paix.

Le gouvernement de John Diefenbaker (1957-1963) annonce une pause dans les activités diplomatiques du Canada dans la région, quoique le premier ministre continue d'admirer Israël. Réélu cette fois comme premier ministre (1963-1968), Pearson reste fidèle à l'État d'Israël tout en se disant ouvert, insistant sur l'impartialité du Canada dans le conflit israélo-arabe.

La guerre de juin 1967 remet en question la sécurité mondiale et réactive la politique du Canada, qui joue un rôle dans la rédaction de la résolution 242 du Conseil de sécurité. Celle-ci voulait établir un équilibre dans le règlement du conflit en proposant la formule «terre contre paix». Dès 1967, la résolution 242 devient le fondement de la politique régionale du Canada. Pearson maintiendra cette position en dépit des gestes de l'opposition conservatrice de Diefenbaker en faveur de l'abandon de ce qu'il appelait la neutralité canadienne face aux Arabes déterminés à détruire la race juive.

La realpolitik de Trudeau

L'arrivée de Pierre Elliott Trudeau au pouvoir marque une étape importante dans la politique étrangère, qui doit désormais servir l'intérêt du Canada. La «dépersonnalisation» de cette politique constitue une rupture nette avec la pratique du passé et le triomphe de la *realpolitik*.

S'intéressant plutôt aux rapports économiques avec les pays arabes, Trudeau donne l'appui du Canada aux résolutions 242 et 338. Tout en réitérant le droit d'Israël à vivre en paix, le Canada reconnaît «les droits et les as-

pirations légitimes des Palestiniens». Pierre Trudeau ne plie pas devant les pressions qu'exerce le premier ministre israélien Menachem Begin, lors de sa visite officielle à Ottawa, sur la question de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

L'interrègne de Joe Clark donne lieu à la controverse entourant le projet de transfert de l'ambassade canadienne de Tel-Aviv à Jérusalem. Après avoir cédé devant les pressions du lobby pro-transfert, le premier ministre Clark revient sur sa décision, qui allait à l'encontre de la lettre et l'esprit des résolutions 242 et 338, pierres angulaires de la politique canadienne dans le conflit opposant Israël et les États arabes, et qui s'était attiré les foudres de pays comme les États-Unis, lesquels avaient déconseillé le déménagement.

Le retour de Trudeau au pouvoir annonce une plus grande objectivité dans la politique canadienne. L'invasion du Liban par Israël en 1982 provoque l'envoi de trois lettres par Trudeau à son homologue israélien, dans lesquelles il condamne Israël et souligne sa vive opposition à cette intervention. Il appelle du même souffle Israël à la modération.

Les mandats du premier ministre Brian Mulroney marquent une distance par rapport à la politique du gouvernement précédent. La position pro-israélienne du premier ministre contraste avec celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark. Si Mulroney parle de retenue dans l'usage de la force par l'armée israélienne contre les Palestiniens dans le contexte de l'intifada en 1987, Clark dénonce la répression brutale des Palestiniens dans les territoires occupés. Fait étonnant, le Canada de Mulroney-Clark reconnaît même l'OLP.

De leur côté, les gouvernements de Jean Chrétien et Paul Martin mettent en œuvre une politique moyen-orientale très timide, axée sur les relations économiques.

Le duo Harper-MacKay se montre plus cohérent dans sa position pro-israélienne que les gouvernements précédents. Le rapprochement avec Washington, après des années assez difficiles sous les libéraux, pourrait constituer un élément expliquant les propos de Harper, qui ne sont pas sans rappeler les positions de Mulroney, lui aussi très proche d'un président américain pro-israélien.

Ce dont le Proche-Orient a besoin ces jours-ci, c'est un cessez-le-feu immédiat pour mettre fin à la folle tuerie à laquelle nous assistons aujourd'hui. Le Canada doit être digne de sa diplomatie à l'imagination de ses dirigeants. Les dirigeants actuels du Canada sont-ils à l' hauteur des défis que le Proche-Orient pose à la communauté internationale?

Les dents de la Terre

Le temps est venu d'assumer nos responsabilités en ce qui concerne les changements climatiques

JEAN-PHILIPPE PLEAU

Sociologue et citoyen montréalais

Il a fait très chaud au Québec ce 1^{er} août 2006. Au faite de la canicule, le site Internet de Météomédia indiquait pour Montréal une température de 34 degrés. Ajoutons à cela le facteur Humidex, qui indiquait 47 degrés. De mémoire de trentenaire, jamais je n'avais éprouvé pareille sensation au pays. Coin Berri et Sainte-Catherine, à 14h30, j'ai même éprouvé de la sympathie pour les homards.

Cependant, à la différence du homard que l'on plonge dans l'eau bouillante, nous, les humains, nous rapprochons davantage de la grenouille nageant dans une marmite d'eau froide et qui tente d'en sortir une fois que la température a augmenté, mais en vain, parce qu'elle est déjà cuite. Pour filer la métaphore, une seule question se pose: Quand aurons-nous suffisamment chaud pour nous décider à sortir de la casserole?

Pendant ce temps, les preuves scientifiques s'accumulent à l'appui de la thèse du réchauffement climatique. Même le profane parvient à constater de visu l'évolution du problème. Mais le doute s'empare de nous. Pourtant, il ne s'agit pas de défendre une idéologie politique. Il est plutôt question d'accepter un diagnostic environnemental: la planète sue.

Just do it

Des experts en gestion de crise rétorqueront qu'il nous faut nous adapter. Mais, au risque de sonner faux en ces temps post-modernes, l'adaptation a des limites: quand tout le monde aura son climatiseur et travaillera l'été à l'air conditionné, la chaleur accablante sévira encore. Croire pour voir ne suffit pas.

En ce sens, le sentiment d'urgence d'agir en matière d'environnement doit cesser d'être un concept idéologique flou associé à quelques gauchistes égarés. Il doit se traduire au plan politique et, surtout, n'être ni perverti ni récupéré, comme il est arrivé au développement durable. Et je ne parle pas là de l'accord de Kyoto, qui, par son caractère frileux et inoffensif, représente bien plus un outil de légitimation du système capitaliste qu'un véritable moteur de changement.

Pour nous en sortir, il faudra d'abord remettre en question l'idéologie de marché et rompre avec le fantasme du taux de profit croissant, devenu l'instrument de mesure de la santé des sociétés contemporaines. Cela a un prix.

Il faudra aussi évacuer cet aplâtrisme qui fait de certains libertariens les principaux experts-conseils du gouvernement. Je pense ici à l'Institut économique de Montréal, qui structure l'opinion publique à coup d'études et qui reçoit un appui inconditionnel des médias sans jamais recevoir ne serait-ce que l'ombre d'une critique. Pour un organisme qui se dit non partisan, une étude dont le titre est *Comment la recherche du profit améliore la qualité de l'environnement* (2003) laisse perplexé. N'importe quel environnementaliste serait discrédité pour beaucoup moins.

Pareils constats appellent à une meilleure reconnaissance sociale d'experts et de penseurs comme Laure Waridel, Jacques Languirand et Albert Jacquard, de même qu'à une place dans les médias à des recherches qui ne visent pas *a priori* la rentabilité économique. Ultimement, la naissance de solutions naîtra de la fin de l'instrumentalisation marchande de la science, et aussi d'une confrontation d'idées et de constats, voire de débats philosophiques, comme il n'y en a pas ou très peu actuellement. L'esprit de clocher a fait son temps, et l'appel de la modernité sonne à nouveau.

Pour la suite des choses

En septembre, bien peu feront de cas de la canicule qui nous a plongés dans un sauna au début du mois d'août. Mais c'est justement là que le bât blesse. Nous n'avons rien à gagner à long terme en fuyant la chaleur et en nous disant que dans quelques jours, tout sera terminé. Le temps est venu d'assumer nos responsabilités.

Cependant, il est vrai qu'à l'heure où s'imposent des changements radicaux dans nos pratiques sociales, le moindre appel à la contestation se solde souvent par des arrestations, pire, par un consensus mou en faveur du *statu quo*, voire du «changement» que consacre l'élection de gouvernements qui gèrent la vie humaine comme un portefeuille d'actions.

Pourtant, 200 000 personnes sont descendues dans la rue à Montréal pour manifester contre la guerre en Irak en 2003. Voilà qui est courageux. Or, qu'attendons-nous pour nous mobiliser ici sur des enjeux environnementaux? Le changement social n'a pas à être subordonné à sa rentabilité économique, ni récupéré par un État-conivence.

Bref, il ne suffit plus d'être lucide, ni même solidaire, si ces concepts n'ont rien d'opérationnel. Il importe d'agir pour la suite du monde, dirait Pierre Perreault. Mais cela renvoie à des valeurs, domaine qui ne doit plus être la chasse gardée des conservateurs, s'opposant à la liberté et au droit de polluer. Car la sociologie enseigne qu'un schéma de valeurs est nécessaire à toute société, sans quoi celle-ci n'est plus qu'un amalgame de libertés individuelles confinant à l'anarchie.

Nous ne pouvons pas nous contenter de voir Hydro-Québec profiter à plein régime des fortes chaleurs en vendant de l'électricité aux États-Unis. Ce n'est pas là l'héritage que je souhaite léguer à mes enfants. Pour l'heure, la fondation est fissurée. A nous de ne pas y apposer que du plâtre, car l'eau se chargera du reste.

CUBA

Fidel Castro, le roi de l'intrigue

VICTOR MOZO

Traducteur et dissident cubain

Vérité? Mensonge? Piège? Telles sont les questions que se posent les Cubains après l'annonce de la maladie de Castro, annonce pour ainsi dire réglée comme du papier à musique par Castro lui-même, ce héros de mille batailles qui n'a jamais subi une seule égratignure, si ce n'est dans son orgueil.

Fidel Castro a créé son propre mythe, et le reste du monde en a fait une icône. Tout a été organisé à un tel degré que lui-même, soi-disant convalescent, dicte à ses acolytes quoi dire et quoi faire. Dans le pays où Castro se targue d'avoir les meilleurs médecins au monde, pas un seul chirurgien n'a commenté l'événement.

Pas une première

Il n'est pas exact de dire que c'est «la première fois que Fidel Castro délègue ses pouvoirs ainsi», pour citer la phrase du professeur Claude Morin — mon adversaire de toujours en matière de politique cubaine — citée dans l'article publié le jeudi 3 août dans *Le Devoir* sous le titre «Cuba cherche le frère de Castro». Déjà en 1972 ou 1973, pendant son parcours de

plus d'un mois qui l'avait mené dans les pays de l'ancienne Europe de l'Est et en Afrique, Fidel avait délégué tous ses pouvoirs à son frère Raúl. D'ailleurs, dans la Constitution cubaine, on peut lire à l'article 94: «En cas d'absence, maladie ou mort du président du Conseil d'État, c'est le premier vice-président qui le remplace.» Donc, son frère Raúl Castro.

Il est à se demander ce que tout cela signifie. S'agirait-il de faire partir la machine à rumeurs?

Fidel Castro a toujours été le roi de la comédie. Ce n'est pas pour rien que les Cubains l'appellent en manière de plaisanterie le «comédien en chef» au lieu de «commandant en chef». À l'heure qu'il est, tout cela ressemble à une répétition générale que Castro dirige baguette à la main, comme il le fera jusqu'à son dernier soupir. Il ne serait pas étonnant qu'il réapparaisse et nous serve un autre de ses discours-floues lors du prochain sommet des pays non alignés qui aura lieu à La Havane. Tout est possible.

Roi de l'intrigue, Castro a habité son peuple, à travers toutes ces années de règne sans partage, à chercher à déloger l'inconnu.

Des absences

Par contre, ce qui étonne au plus haut point, c'est

l'absence du nom de Ricardo Alarcón dans la liste des gens choisis par Castro pour prendre les rênes du pays, du moins jusqu'à il y a quelques jours. Pourtant, Alarcón est très proche de Castro. Existerait-il des rivalités entre l'ancienne et la nouvelle garde? Prétendre le contraire serait irréaliste. Dans l'histoire des anciens pays communistes, ce ne sont pas les exemples qui manquent.

L'absence de Raúl Castro obéit probablement à cette nécessité de s'envelopper du plus grand secret. Mais de toute façon, pour le peuple, qui garde toujours le silence à portée des oreilles à l'affût de la moindre rumeur, celui-ci ne sera jamais l'homme de la situation. Raúl est peut-être pragmatique, mais il ne sera jamais charismatique et il n'arrivera jamais à galvaniser les foules comme son frère. Les autres membres de l'entourage de Fidel n'y arriveront pas non plus.

Fidel Castro a toujours su imposer son image et seulement son image. Le reste n'est qu'accessoire. Il suffit de penser qu'aucun de ses commandants de la première heure, Juan Almeida, Ramiro Valdés et Guillermo García, n'a été vu depuis les derniers événements, même pas pour exprimer une quelconque solidarité avec leur frère d'armes, Raúl Castro. Secret d'État, ou luttes intestines à venir?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Choinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendre Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communisme) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cinéma), Julie Carpentier (pays), Paul Bennett (pays), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (affaires), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraires); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reay (pays), Philippe Papineau (surnuméraires), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pays international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Trullant (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille et Alex Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marilynne Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communisme); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derrone, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bonné, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltin, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Ropelle, Micheline Ruellan, Nadia Sehal, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zémitis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la distribution), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par internet), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lallier, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

6 août 1962

Marilyn Monroe est morte, suicidée

HOLLYWOOD. — Marilyn Monroe, l'éclatant symbole de la vie fascinante et passionnée de Hollywood, est morte. Suicidée.

Son corps nu a été découvert dans son lit hier matin par deux médecins. Une main était encore agrippée au téléphone. Près de l'autre se trouvait une bouteille de somnifères, vide.

L'actrice était âgée de 36 ans.

Congédiée pendant le tournage de son dernier film, "Something's Got To Give", Marilyn vivait enfermée depuis des semaines dans sa maison de Hollywood. À minuit, sa femme de chambre, Mme Eunice Murray, avait remarqué de la lumière dans sa chambre.

À trois heures du matin, la chambre était toujours éclairée mais Mme Murray n'obtint aucune réponse quand elle vint frapper à la porte, fermée à clef. Inquiète, elle appela le médecin de Marilyn, le Dr Ralph Greenson.

Il arriva une heure plus tard, mais ne put lui non plus obtenir de réponse. Il manda un autre médecin, le Dr Hyman Engleberg. Ensemble, ils brisèrent une fenêtre de la chambre et entrèrent à l'intérieur pour y découvrir le cadavre de l'actrice.

Les deux médecins ont dit à la police que Marilyn était nue dans son lit, les couvertures montées jusqu'au cou. Elle tenait d'une main le récepteur du téléphone qu'elle avait décroché.

Plusieurs bouteilles, dont une, vide, de nambutal se trouvaient sur la table, près du lit. La police n'a trouvé aucune note dans la chambre ou dans le reste de la maison. Mais le bureau du coroner de Hollywood a dit qu'on avait toutes les raisons de croire au suicide.

Le procureur de Marilyn, Me Milton Ruden, est arrivé chez elle peu après la découverte. Il a dit qu'il avait parlé à l'actrice vendredi soir et qu'ils s'étaient fixé rendez-vous pour lundi.

"Elle était d'assez bonne humeur, a-t-il rappelé. Bien sûr, elle était mécontente de n'avoir pas pu terminer son dernier film. Mais nous étions en pourparlers en vue de la reprise du tournage et elle paraissait optimiste."

Le congédiement subit de Marilyn, en juin, l'avait démoralisée cependant. C'était avec la même compagnie qu'elle avait fait fortune au cinéma: Twentieth-Century Fox. Une séquence du film dans laquelle Marilyn se baignait nue constituait un rappel étrange de ses premiers jours de gloire comme "calendar girl".

Non seulement la compagnie l'a renvoyée, mais elle lui a intenté une action en dommages au montant de \$2,000,000. Marilyn disait qu'elle était malade; ses patrons prétendaient qu'elle ne faisait que simuler la maladie.

Ces dernières semaines, la rumeur courait que le tournage allait reprendre et que Marilyn jouerait au côté de Paul Newman. Son premier partenaire, Dean Martin, n'était plus disponible.

L'actrice n'a pas donné signe de vie durant les semaines turbulentes qu'ont suivi son renvoi. Sauf l'article paru dans le numéro de cette semaine du magazine Life. Elle s'est gardée de tout commentaire sur la querelle avec ses patrons dans cette entrevue, mais elle n'a pas caché certaines de ses difficultés intérieures.

Des côtés de la gloire, elle dit: "Tout le monde cherche tout le temps à s'accrocher à vous. On dirait qu'ils voudraient tous prendre une bouchée de vous, qu'ils veulent vous arracher des morceaux. Je pense qu'ils ne s'en rendent pas compte. Mais c'est toujours 'brrr, fais ci, 'brrr, fais ça'. Et vous, vous cherchez à vous en tirer sauve et sur vos deux pieds."

Ou encore: "La gloire me fut un fardeau pénible et je fais aussi bien de vous le dire tout de suite carrément. Qu'on fasse de moi une femme sensuelle et une sorte d'allumeuse, ça m'est égal, mais ce qui va avec tout ça n'est pas toujours gai..."

La vie de Marilyn ne fut pas toujours rose. Enfant illégitime, elle est née à l'hôpital-général du comté de Los Angeles le 1er juin 1926. Sa mère, Gladys Baker, travaillait au montage des films à Hollywood. Son père était un bel immigrant danois du nom d'Edward Mortensen. Il disparut avant la naissance de Marilyn, apparemment tué dans un accident de moto dans l'Ohio en 1926.

Gladys Baker fit une dépression nerveuse après la naissance de son enfant et passa la moitié de sa vie dans des asiles d'aliénés. L'enfance de Marilyn, qui avait reçu le nom de Norma Jean Baker à sa naissance, devait marquer le reste de ses jours.

Ses aventures devinrent partie de sa légende: les premières années de sa vie dans un orphelinat de Los Angeles, ses nombreux déplacements de foyer adoptif où elle était parfois méprisée et battue, parfois adorée.

L'une des familles qui la recueillirent était profondément religieuse et lui fit croire qu'elle serait damnée éternellement si jamais elle fumait, buvait ou jurait. Un autre de ses pères adoptifs était un acteur anglais de moeurs douteuses qui l'éleva dans l'immoralité. A cinq ans, elle était forcée de laver des planchers et ses camarades d'école s'en moquaient parce qu'elle était orpheline.

"Comment ai-je pu m'en sortir?" devait-elle se demander plus tard. "Ou peut-être n'était-ce pas si terrible? Peut-être que je m'en faisais trop pour rien?"

Elle ne tarda pas à apprendre qu'elle était jolie. Les hommes et les garçons qu'elle rencontrait dans ses foyers adoptifs ne manquaient pas de le lui faire savoir. Pour gagner sa liberté, elle se maria à 16 ans à un ouvrier d'avionnerie du nom de Jim Dougherty, maintenant policier à Los Angeles.

Quand Jim s'engagea dans la marine marchande, elle trouva un emploi dans une usine de guerre. Ils ne reprirent jamais la vie commune et Marilyn obtint le divorce en 1946.

Elle devenait cependant de plus en plus jolie femme. Bientôt, elle s'inscrivit à un cours de mannequin où on lui enseigna à teindre ses cheveux bruns, à baisser son ton de voix et à sourire. Mais le professeur ne parvint jamais à corriger le déhanchement de sa démarche qui devait plus tard contribuer immensément à son succès.

Elle devint vite très recherchée comme mannequin et les offres de contrat cinématographique se mirent à pleuvoir. Elle accepta l'offre de la maison Twentieth-Century Fox, qui tout de suite la rebaptisa du nom de Marilyn Monroe.

Elle n'apparut dans son premier film, "Scudda Hoo, Scudda Hay", que pour chuchoter "Hello". La séquence fut plus tard retranchée de la pellicule.

Dans la dernière interview qu'elle donna avant d'être renvoyée du plateau de "Something's Got To Give", elle ressassa ces vieux souvenirs.

"Je fus congédiée par Fox à l'âge de 22 ans et par Columbia à 23 ans. Ils me conseillèrent de rentrer chez moi et je leur répondis que j'y étais déjà. 'C'est ici chez moi', dis-je.

"Puis vinrent 'Asphalt Jungle' et 'All About Eve'. (Darryl) Zanuck m'offrit un contrat parce que, dit-il, il m'avait découverte une troisième dimension... Il disait que je possédais quelque chose de sensuel, mais il ne savait pas au juste quoi!"

La montée de Marilyn fut l'une des plus fulgurantes dans toute l'histoire du cinéma. C'était à l'époque de la guerre de Corée et les soldats américains se mouraient d'admirer une nouvelle "pin-up". Marilyn était tout à fait l'article.

Ses attachés de presse prétendaient qu'elle serait aguichante même si on la couvrait d'un sac de pommes de terre. Et, pour le prouver, ils la photographièrent ainsi vêtue.

Quand il fut révélé qu'elle avait déjà posé nue pour illustrer des calendriers au début de sa carrière, Marilyn eut peur que la nouvelle ne mit un brusque terme à sa gloire. Mais cela ne fit qu'ajouter à sa légende et, plus tard, Marilyn autographia complaisamment des copies de ces photographies qu'on avait tirées à des millions d'exemplaires.

Quand elle rencontrait les journalistes, Marilyn était brillante. Ses réponses aux plus embarrassantes de leurs questions étaient chargées d'humour.

Sa valeur au "box-office" atteignit un sommet avec des films tels que "Niagara", "Gentlemen Prefer Blondes" et "How to Succeed in Business Without Really Trying".

Jusqu'à sa mort, elle ne devait plus quitter ce sommet. Tout ce qu'elle faisait était rapporté par les journaux et ceux-ci se perdaient en d'interminables analyses de tous les aspects de sa personnalité. [...]

Ses deuxième et troisième mariages firent les manchettes des journaux. En 1954, elle s'amouracha de la vedette de baseball Joe DiMaggio, mais leur union ne dura que neuf mois. Marilyn obtint le divorce sous prétexte que son mari n'était pas assez caissant.

Quelques années plus tard, elle se fatigua de Hollywood et déménagea à New-York où elle suivit les cours de l'Actor's Studio.

Ses succès au théâtre ne furent pas moindres qu'au cinéma. Bientôt, elle fit la rencontre de l'un des plus célèbres dramaturges américains, Arthur Miller, auteur de "All My Sons" et de "Death of a Salesman". Ils s'épousèrent en 1956 et Marilyn tenta de s'adapter à la vie tranquille de maîtresse de maison dans le Connecticut. Elle fut cependant incapable d'avoir des enfants et le couple se brouilla et demanda finalement le divorce l'an dernier.

Avant de se séparer de Miller, Marilyn joua dans un film dont il avait écrit le scénario pour elle: "The Misfits" ("Les Désaxés").

À la nouvelle de sa mort hier, les témoignages de condoléances ont afflué de toutes parts.

Celui qu'il vaut le plus la peine de retenir, semble-t-il, vient d'outre-mer. Son auteur est le poète-scénariste-réalisateur Jean Cocteau.

"La mort tragique de Marilyn, dit-il, devrait servir de terrible leçon à tous ceux dont la principale occupation est d'épier et de torturer les vedettes de cinéma."



La montée de Marilyn Monroe fut l'une des plus fulgurantes dans toute l'histoire du cinéma.

ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

LE DEVOIR

FAIS CE QUE DOIS

VOL. LIII — NO 182

MONTRÉAL, LUNDI, 6 AOÛT 1962

31 juillet 1962

LE PROBLÈME DE LA THALIDOMIDE

Gouvernements, accusés d'irresponsabilité...

L'usage d'un tranquillisant, la thalidomide, par des femmes enceintes en Europe, au Canada et aux États-Unis, entraîne des répercussions internationales. Cette drogue est fabriquée en Allemagne occidentale.

Le ministre britannique de la santé, M. Powell, a été interpellé aux Communes au sujet de la thalidomide à qui on attribue en Grande-Bretagne comme dans les autres pays, des infirmités chez des enfants dont la mère a absorbé cette drogue aux premiers mois de sa grossesse.

Tandis que l'on cherche au Canada et aux États-Unis à récupérer tous les comprimés de thalidomide que le public pourrait avoir en sa possession, l'émou régne dans des familles de femmes enceintes. Un mouvement se dessine dans le but d'établir la responsabilité des corps publics quant à l'entretien et aux traitements chirurgicaux que nécessite l'état d'enfants nés infirmes. [...]

A Ottawa, M. Stanley Knowles a déclaré qu'il lancera en Chambre au gouvernement fédéral le défi de solder tous les frais médicaux qu'entraîne le cas de bébés infirmes nés de mères qui ont absorbé de la thalidomide.

Deux autres députés fédéraux ont réclamé une action immédiate à Ottawa. M. James Walker, député libéral de Toronto York Centre, a fait parvenir un télégramme à M. Diefenbaker, dans lequel il suggère au gouvernement de former des comités régionaux qui viendront en aide aux enfants victimes de la thalidomide. Il a souligné que les frais de chirurgie plastique, d'éducation spéciale et de garde-malade soient soldés par le gouvernement fédéral.

M. Gordon Aiken, député progressiste-conservateur de Parry Sound-Muskoka, a déclaré qu'à son avis le problème est de juridiction provinciale, mais il favorisera une prise de position de la part du gouvernement fédéral, si les provinces tardent à agir. "Nous devons moralement à ces enfants infirmes de leur procurer les meilleurs soins que la science médicale peut leur apporter", a dit M. Walker. [...]

31 juillet 1962

VERS LA LUNE

NEW-YORK. — Un quotidien de New-York annonçait hier que le gouvernement américain envisage actuellement la construction de vaisseaux lunaires capables de transporter 10 cosmonautes. Ce projet se développerait parallèlement au projet Apollo qui a pour tâche l'envoi dans la Lune de trois Américains. Ce dernier projet coûtera environ \$20,000,000 et devrait arriver à son terme au plus tôt en 1967.

31 juillet 1962

Succès de la nouvelle présidente du Conseil des femmes de la Chambre de commerce de Montréal

* * *

Mme Laurette Gravel dirige une importante entreprise de transport

* * *

La nouvelle présidente de la section féminine de la Chambre de Commerce de Montréal détient un poste généralement détenu par un homme et elle aime son ouvrage quoiqu'elle n'ait jamais songé à en faire une carrière.

Mme Laurette Gravel, directrice et propriétaire d'une grande maison de livraison, dit elle-même que "ce n'est pas un commerce pour une femme mais parfois les circonstances le veulent autrement."

Son mari est mort, il y a six ans, il a laissé son entreprise à sa femme, âgée de 46 ans, qui est d'avis que la plupart des hommes ne croient pas qu'une femme puisse être d'affaires, mais qu'un bon exemple peut leur faire changer d'idée.

Sans aucune autre expérience et n'ayant pas travaillé depuis son mariage, douze ans auparavant, Mme Gravel s'est mise énergiquement à l'ouvrage. Elle a étudié le droit civil et commercial et, durant un temps, elle était la seule femme sur 70 étudiants à un cours d'administration des affaires. Dès qu'elle prit en main la direction de l'entreprise de son mari, elle est devenue membre de la section féminine de la Chambre de Commerce de Montréal et, en juin dernier, elle en était élue présidente pour l'année 1962-63.

"Puisque je n'avais pas d'enfant à la mort de mon mari, il me fallait me plonger dans

un ouvrage absorbant," explique-t-elle. Elle était habituée au travail, cependant, ayant fait la classe aux élèves de septième année durant huit ans avant son mariage.

Une des difficultés qu'elle a eu à aplanir fut la concurrence qu'elle faisait aux sociétés dirigées par les hommes.

"Plusieurs compagnies n'ont pas confiance aux sociétés dirigées par des femmes," dit-elle.

Aujourd'hui, les 31 camions de Mme Gravel font la livraison pour 175 clients, la plupart des pharmaciens.

Elle dirige 65 employés, presque tous des hommes, et n'est pas sans avoir des ennuis parfois avec le personnel. "Il y a des moments où vous devez oublier que vous êtes une femme." Elle dit, cependant, avoir un excellent personnel. Quelques-uns de ses employés sont au service de la compagnie depuis sa fondation, il y a vingt ans.

Mme Gravel croyait qu'il est difficile de surveiller facilement une entreprise basée sur l'efficacité d'un matériel roulant et de ceux qui s'en occupent.

"Il vous faut avoir confiance en votre personnel et bien rémunérer les employés," dit-elle. "De plus, j'ai été chanceuse. Nous n'avons été l'objet d'aucun vol et nos livres ont toujours été bien tenus à jour."

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau

NOUS DESIRONS SOULIGNER L'ABOLITION DU PÉAGE SUR LE PONT JACQUES-CARTIER EN FAISANT UNE VENTE GEANTE



VENDEUR AUTORISÉ DODGE — VALIANT — CHRYSLER — SIMCA



268 SAINT-CHARLES — LONGUEUIL — OR. 4-1571

1^{er} août 1962

LE PROF. GIFFORD :

La politique a perdu de sa dignité

SAINT-SAUVEUR. — Le professeur C. C. Gifford, de l'université McGill a déclaré que la politique semble avoir beaucoup perdu de sa dignité.

Candidat défait du Nouveau parti démocratique à la dernière élection générale, le professeur Gifford a déclaré devant une centaine de délégués à la conférence internationale du YMCA que la population se méfie des hommes politiques.

"Quand quelqu'un frappe à la porte d'une maison en se présentant comme un partisan d'un parti politique, les gens croient immédiatement qu'on veut les dupes", a-t-il fait observer.

"Les gens semblent trouver qu'il est très difficile de croire que quelqu'un puisse se lancer dans la politique tout simplement parce qu'il croit profondément en quelque chose", a ajouté M. Gifford. [...]